



SECTIONS D'INDRE ET LOIRE

TOUTES ET TOUS EN GREVE

LE 2 FEVRIER 2012

Fraude fiscale, secteur public local, accueil... le gouvernement lance de grandes campagnes de communication mettant en avant l'importance des missions de la DGFIP.

Ceci implique de fait des besoins en personnel en adéquation.

Pourtant, ce sont près de 25 000 emplois qui auront été supprimés depuis 2002 au sein des services de la DGFIP, dont 2 441 au titre de 2012.

Pour notre département, 22 emplois disparaissent encore cette année.

N'y a-t-il que nous pour voir l'incohérence de cette politique destructrice ?

Ces suppressions d'emplois ont des conséquences désastreuses pour l'exercice des missions de la DGFIP et les conditions de vie au travail des agents.

Chacun rôle dans son coin, se trouve une bonne raison pour ne pas bouger, pour laisser les autres se battre pour lui, il est temps de se faire enfin entendre tous ensemble !! A l'approche des échéances électorales, il faut agir, pour que les choses changent, s'améliorent, pour que chacun retrouve le sens du travail et le plaisir de se lever le matin.

Il est urgent d'agir et de se faire entendre POUR :

- ◆ Stopper immédiatement les suppressions d'emplois
- ◆ Renforcer toutes les missions de la DGFIP
- ◆ Améliorer rapidement et concrètement les conditions de vie au travail
- ◆ Revaloriser les rémunérations
- ◆ Maintenir le maillage territorial et un service public de qualité

Maintenant, ça suffit !!!

TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 2 FEVRIER 2012

Journée « portes fermées » aux finances publiques du 37

Au verso appel intersyndical national 

COMMUNIQUÉ UNITAIRE



POUR L'EMPLOI, AGIR À LA DGFIP !

Les syndicats de la DGFIP considèrent qu'il y a urgence à agir pour stopper immédiatement les suppressions d'emplois et pour revendiquer la création d'emplois de titulaires.

De plus, en cette période de crise, les missions de la DGFIP doivent plus que jamais être renforcées pour répondre aux besoins de la société et assurer un bon fonctionnement de l'Etat.

De même, il est nécessaire d'agir pour inverser la spirale de la dégradation brutale et inquiétante des conditions de vie au travail.

Et en matière de rémunération, la rigueur et l'injustice doivent cesser !

Toutes ces revendications sont détaillées dans la plate-forme revendicative unitaire du 5 janvier 2012.

JEUDI 2 FÉVRIER 2012, GRÈVE NATIONALE À LA DGFIP

Courant janvier, toutes les directions vont convoquer les Comités Techniques sur les suppressions d'emplois. Pour 2012, ce sont près de 2500 emplois qui vont encore être détruit. C'est le moment idéal pour nous lancer dans une mobilisation afin d'obtenir l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois.

D'une part, le fallacieux prétexte de la lutte contre les déficits ne peut plus être utilisé : Un rapport parlementaire (Eckert/Cornut Gentille) affirme que « *le coût des heures supplémentaires pourrait être supérieur aux économies réalisées par le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux* ».

D'autre part, les conséquences de 10 ans de suppressions d'emplois sur les conditions et les charges de travail sont de plus en plus insupportables. Sur l'exercice des missions, le résultat de cette politique est désastreux.

Enfin, en cette période de campagne électorale, nous devons réagir vite et fort face aux expressions politiques qui continuent à désigner la DGFIP comme un réservoir d'emplois à supprimer.

FACE À LA GRAVITÉ DE LA SITUATION, IL FAUT AGIR !

Les organisations syndicales Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT Finances Publiques, FO-DGFIP, CFTC Finances Publiques et UNSA Finances Publiques appellent les agents à :

- ♦ Se réunir partout pour débattre et porter la plate-forme revendicative unitaire du 5 janvier 2012,
- ♦ Se rassembler et agir collectivement à l'occasion des Comités Techniques Locaux,
- ♦ Se mettre massivement en grève à la DGFIP le jeudi 2 février 2012.

Le 10 janvier 2012